



Extrait du Registre des Délibérations Communautaires

Délibération du Conseil Communautaire
du 30 avril 2026

CC-2026-099 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Approbation de la modification de droit commun n° 13 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais

RAPPORTEUR : M. BAHEUX

Acte certifié exécutoire
compte-tenu de :

☐ sa publication/affichage le
04/05/2026

☐ sa notification faite
le

Et de sa réception en
Préfecture le 04/05/2026

Id S2low : 062-200090751-
20260430-59550-DE-1-1

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et
notamment son article L. 5216-5 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles
L. 153-36 à L. 153-44 ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais en
date du 25 novembre 2019 portant création de la
Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers et
instituant en compétence obligatoire l'élaboration des
documents d'urbanisme ;

Vu la compétence « Elaboration des documents
d'urbanisme » de la Communauté d'Agglomération Grands
Calais Terres & Mers ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de
CALAIS approuvé par délibération du Conseil Municipal en
date du 24 octobre 2012 ;

Vu le projet de modification de droit commun du Plan
Local d'Urbanisme de la commune de Calais ;

Vu l'avis conforme de la Mission régionale d'autorité
environnementale des Hauts-de-France après examen au cas
par cas « ad hoc » de la modification du PLU de Calais (62), en

date du 16 septembre 2025, portant le n° d'enregistrement Garence 20225-9082, ne soumettant pas le projet à évaluation environnementale ;

Vu la décision n° E25000145 / 59 du 8 octobre 2025 du Président du tribunal administratif de Lille ;

Vu l'arrêté communautaire en date du 20 novembre 2025 prescrivant l'enquête publique sur la modification de droit commun n°13 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 11 décembre 2025 portant sur la procédure de modification de droit commun n° 13 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais et actant la prise en compte de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) des Hauts-de-France ;

Vu les avis des différentes personnes publiques consultées et associées ;

Vu l'enquête publique organisée du lundi 15 décembre 2025 au mercredi 14 janvier 2026 inclus ainsi que le dossier d'enquête publique mis à la disposition du public au cours de cette procédure ;

Vu le rapport ainsi que les conclusions et avis motivés du commissaire-enquêteur en date du 06 février 2026 ne remettant pas en cause le projet de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais ;

Vu l'avis favorable rendu par le commissaire-enquêteur dans ses conclusions et avis motivés ;

Considérant qu'il apparaît aujourd'hui souhaitable d'apporter au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais les modifications suivantes :

- **Règlement graphique :**

- le reclassement d'une partie de la zone 1AUIb et d'une partie de la zone UE vers une nouvelle zone 1AUM ;
- le reclassement d'une partie de la zone 1AUIb vers la zone 1AU et la zone N ;

- **Règlement écrit :**

- l'actualisation du règlement des zones UV et 1AUI ;
- la création du règlement pour la nouvelle zone 1AUM ;

- **Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) :**

- l'adaptation de l'OAP n°3 du Courgain-Est en cohérence avec les précédents points de modification listés.

Considérant que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais a fait l'objet des consultations administratives prévues par la loi, qu'il a été transmis pour avis à l'autorité environnementale et transmis aux personnes publiques associées et que les avis recueillis ont été versés au dossier soumis à enquête publique ;

Considérant qu'aucune remarque s'opposant au projet de modification de droit commun n°13 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais n'ait été observée durant l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 15 décembre 2025 au mercredi 14 janvier 2026 inclus ;

Considérant que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable ;

Considérant les remarques formulées, lors de la saisine obligatoire des personnes publiques associées, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) portant sur le report en annexe de servitude d'utilité publique et l'ajout d'une précision par précaution dans le règlement écrit en lien avec l'aérodrome de Calais-Marck ;

Considérant les remarques formulées, lors de la saisine obligatoire des personnes publiques associées, par NaTran (Opérateur majeur de transport de gaz en Europe et ex-GRTgaz) portant sur la réglementation relative aux ouvrages de transport de gaz haute pression et sur la nécessité d'apporter une précision dans l'OAP n°3 du Courgain-Est ;

Considérant qu'il convient de prendre en considération ces remarques dans le projet de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais ;

Considérant qu'afin d'être en conformité avec les avis rendus par la DGAC et NaTran, il convient d'apporter une modification mineure au projet de modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de Calais soumis à enquête publique consistant en la clarification des servitudes concernées et à l'ajout de précisions dans le règlement écrit et l'OAP n°3 du Courgain-Est ;

Par conséquent, je vous propose Mesdames et Messieurs :

- d'approuver la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Calais, telle qu'elle est présentée au Conseil Communautaire et annexée à la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Du Conseil Communautaire

**Approbation de la modification de droit commun n° 13 du Plan
Local d'Urbanisme de la commune de Calais**

L'an deux mille vingt six, le 30 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers s'est réuni sous la présidence de Madame Natacha BOUCHART, Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers, sur la convocation qui lui avait été adressée.

Secrétaire de Séance : M. Pierre-Henri DUMONT

PRÉSENTS : M. ALLEMAND, Mme BOUCHART, M. DE FLEURIAN, Mme DENIELE-VAMPOUILLE, M. DIWUY, Mme DUMONT-DESEIGNE, Mme FONTAINE, Mme RIGAUX, M. HAMY, M. HEDDEBAUX, M. LACROIX, Mme LOUCHEZ, M. MERLEN, Mme MILLIEN, Mme NOEL, M. TACCOEN, Mme VAN ROOY, M. CASTELLE, M. BALLART, M. KARA, M. MARTIN, M. BAHEUX, Mme DEMARET, Mme DEVIN, M. DOMAIN, Mme DUCORROY, Mme ERRAZI, M. FINOT, Mme GARDIN, Mme LANNON, M. LEBON, M. LENOIR, Mme MALIAR, Mme MATRAT, Mme TRZECIAKOWSKI, M. HENOT, M. WILLAUME, Mme DEVOT, M. DE GRAVE, M. BOUTROY, M. ROHART, M. ROUSSEZ, M. PRUVOT, M. DUMONT.

EXCUSES : Mme LEBLOND, M. MIGNONET a donné pouvoir à M. BAHEUX, M. PESTRE a donné pouvoir à Mme MALIAR, M. LOZANO a donné pouvoir à M. HENOT, M. CORDENOS a donné pouvoir à Mme VAN ROOY, M. PUISSESSEAU a donné pouvoir à Mme BOUCHART, Mme WILLOT a donné pouvoir à M. HAMY.